

Du risque au crime de génocide

Aide sociale à l'enfance

12 au 14 septembre 2025

*Palestiniens en danger*

*Le système craque de partout*

*Fête de l'Humanité*

P.2

P.3

P.7



## Édito : Les communistes en fête !

Les communistes et leur journal, édité depuis 1957, étaient en fête le 24 mai dernier à la Carrière de Saint-Herblain. Cinq ans que notre événement départemental n'avait pas eu lieu et, pour cette reprise, le public a répondu présent !

À l'heure où le patronat, soutenu par le pouvoir en place, s'acharne contre le pouvoir d'achat des salariés et des familles populaires, poursuivant une orientation libérale mortifère pour notre environnement, cette journée a offert un bol d'air frais bienvenu. Un moment de dialogue, de résistance, de fête et de construction de nouveaux jours heureux et d'espoirs dont les habitants de notre département et les Français ont tant besoin.

Les militants et sympathisants communistes, mobilisés depuis plusieurs mois, ont réussi à offrir à nos visiteurs une journée riche : tables rondes sur les enjeux industriels et de services publics, bons repas à partager, animations pour enfants, concerts de qualité — le tout à des prix accessibles à tous. Un événement mariant qualité et petits prix pour un temps joyeux et populaire !

La parole a également été donnée, au cœur du village associatif comme lors de nos temps

d'échange, à celles et ceux qui luttent partout dans le département : contre les massacres en Palestine, pour une paix juste et durable au Proche-Orient, aux côtés de nos amis kurdes, des salariés et syndicalistes d'Arcelor, Cordemais, des Finances publiques, de la SNCF, de la fonction publique, de Total, et bien d'autres encore...

En bref, un condensé de l'originalité et de la force singulière de **notre Parti** : capable de rassembler la gauche dans sa diversité, de proposer la plus grande fête politique du département, et de porter la voix de celles et ceux que nous soutenons chaque jour dans leurs combats pour leur emploi et leur territoire.

Pour que la fête continue en 2026, nous aurons besoin de votre soutien, que vous soyez militant, sympathisant ou simple lecteur de notre journal. C'est pourquoi nous lançons un appel à une grande souscription (pages centrales) pour préparer sereinement la prochaine édition.

Je sais pouvoir compter sur vous. Merci !

**Robin Salecroix**  
Secrétaire départemental du PCF



Uruguay

Décès de José «Pepe» Mujica

Président de l'Uruguay entre 2010 et 2015, **José Alberto Mujica Cordano, surnommé « Pepe » Mujica, est décédé le 13 mai 2025.** Ce chef d'État donnait 90 % de son salaire à des associations et se déclarait bien loti avec les 10 % restant (il ne gardait que 760€ sur ses 9.300€ mensuels). Simple et modeste, il a été un homme de luttas dès les années 60-70 à s'opposer à la dictature militaire en Uruguay. Un engagement qui lui coûta cher car il passera treize années en prison où il connut l'isolement, la torture et des conditions de vie inhumaines.

« **Je suis passionné, mais dans mon jardin je ne cultive plus la haine depuis des décennies, parce que j'ai appris une dure leçon que la vie m'a imposée : la haine finit par nous rendre**

**idiots (...)** La haine est aveugle comme l'amour, mais l'amour est créatif et la haine nous détruit. »

Une résilience exceptionnelle mais avant tout un esprit de solidarité et paix. Depuis sa sortie de prison en 1985, il agit dans le sens du dialogue et de la réconciliation, jusqu'à l'accession au pouvoir en 2010. **Un président atypique sur la scène internationale et qui aura toujours prôné des valeurs humaines et anti-consumméristes.**

Tout comme d'autres chefs d'État latino-américains historiques tel que l'argentin Néstor Kirchner, le vénézuélien Hugo Chávez, le cubain Fidel Castro ou encore son compatriote l'écrivain Eduardo Galeano, un révolutionnaire de plus s'en est allé. Hasta Siempre Pepe...

Afrique

Le continent sous tension

Kenya

Boniface Mwangi, militant pour les droits humains kenyan, dénonce la torture sexuelle qu'il a subie suite à son enlèvement mi-mai par les forces de sécurité à Dar es Salaam, alors qu'il était venu soutenir le chef de l'opposition tanzanienne, Tundu Lissu. L'opposition tanzanienne et les ONG de défense des droits humains dénoncent la répression politique croissante de la part de l'exécutif de la présidente Samia Suluhu Hassan, qu'ils accusent de retomber dans les pratiques autoritaires de son prédécesseur John Magufuli (2015-2021). Indignation après l'arrestation de Rose Njeri, développeuse d'un site critique de la loi de finances. Amnesty International et Vocal Africa ont respectivement condamné une détention « scandaleuse » et une « attaque flagrante contre les droits numériques, la liberté d'expression et l'engagement civique ».

Mali

Dimanche 1er juin, un raid djihadiste a coûté la vie à au moins 30 soldats dans le centre du pays. L'armée malienne affirme avoir neutralisé 14 présumés terroristes et 31 ont été interpellés. Mi-mai, la junte au pouvoir avait dissous les quelques 297 formations politiques du pays après l'organisation par ces derniers d'une manifestation le 3 mai à Bamako. Le 30 mai dernier, la justice a rejeté les recours contre la dissolution de ces partis politiques.

Libye

Dans ce pays dévasté par des combats entre les nombreuses milices, pour la troisième fois depuis le 14 mai, des manifestations populaires se sont tenues dans la capitale du pays, Tripoli. Ces mouvements de protestation extrêmement rares dans ce pays demandent la chute du « gouvernement d'union nationale » (GNU), mis en place sous l'impulsion des Nations unies pour mener le pays vers des élections qui n'ont jamais eu lieu. Ils reprochent au gouvernement une corruption systémique et l'impuissance de l'État face aux récents affrontements, qui ont causé une grande colère de la population en raison des morts civils, des dégâts, mais aussi de la peur qui a traversé la capitale.



Palestiniens en danger

Du risque de génocide au crime de génocide

**Le mois dernier nous posions la question « Est-ce vraiment une reconnaissance de l'État de Palestine ? »** suite aux intentions du Président Macron. La question qui concerne « le risque de génocide » semble quant à elle tranchée, à la vue des sinistres évolutions de la situation. À voir les enfants affamés et les visages émaciés, les victimes dont la terrible réalité va croissante, la question ne se pose plus quant aux agissements de l'armée israélienne pilotée par son gouvernement. **La volonté destructrice est maintenant actée.**

La définition qu'en donne l'ONU en 1948 est claire : la réalité de génocide est un acte « **commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux** ».

Autant pour le peuple palestinien que pour les volontés à long terme d'éradiquer leurs droits nationaux, la responsabilité du pouvoir d'extrême droite qui sévit en Israël est engagée.

**S'y ajoute bien évidemment la convoitise des territoires et la résolution à chasser d'une manière ou d'une autre les populations palestiniennes, l'arme de « la volonté d'affamer » est claire** par les difficultés mises au blocage de l'aide humanitaire qui engendrent de nouveaux tués jusqu'aux lieux de

ravitaillement fonctionnant à petites doses.

Une partie de la société israélienne se mobilise davantage dans les manifestations. Est-ce de là que viendra une part du salut et de la résolution du conflit, de la condamnation des crimes du pouvoir israélien qui semble se nourrir de son miroir extrémiste qu'est le Hamas ? Une société israélienne qui ne renonce pas non plus à la libération des otages.

L'ONU doit y jouer tout son rôle, n'en déplaise au gouvernement Netanyahu qui joue, dans une fuite en avant, des amalgames et du contournement de cette institution en créant des compagnies privées d'aide.

Des responsables politiques en France, parmi ceux qui composent la majorité, seraient bien intentionnés de ne pas apparaître comme complices par leur inaction et leurs non-dénonciations. **Le jugement de l'histoire peut leur être cruel.**

Pourtant vitale, si on veut réellement construire une paix durable entre les deux peuples, la question de l'État de Palestine demeure. **Le génocide, lui, est déjà là !**



Élections

Les européens prennent le virage réactionnaire

**Sale temps en Europe pour les démocrates, les progressistes et les défenseurs des libertés.** La construction européenne avait promis la démocratie et la prospérité aux peuples européens, **mais les conséquences politiques de l'Europe libérale, de ses traités fédéralistes et de l'élargissement au service d'un grand marché unique, n'ont pas convaincu les électeurs européens** qui se reportent à presque chaque élection, depuis de nombreuses années, sur les populistes de droite et les ultra-conservateurs. Ils sont déjà au pouvoir en Hongrie ou en Italie, participent ou soutiennent les gouvernements en Suède, en Finlande, en Slovaquie, en République Tchèque ou aux Pays-Bas.

**Désormais c'est en Pologne que les partis d'extrême droite remportent l'élection présidentielle.** Et ce, 15 jours après que les roumains et les portugais aient placés les fascistes à la 2ème place de leurs élections nationales respec-

tives. Au-delà du conflit ukrainien et de la vague trumpiste, ces résultats électoraux traduisent un mal-être social généralisé à l'Europe auquel toutes les forces progressistes et républicaines doivent répondre, aussi bien à l'échelle des institutions nationales qu'à l'échelle des institutions européennes.

**L'instensification des politiques de droite et capitalistes dans les pays d'Europe, l'aggravation des inégalités et des conditions de vie, les attaques à l'encontre des droits des travailleurs ou le démantèlement des services publics auraient-elle partout les mêmes effets ?** 20 ans après la victoire, en France, du non au Traité Constitutionnel Européen, la question mérite d'être posée mais ne suffira pas à comprendre pourquoi chez une grande partie des électeurs l'irrationalité tend à prendre le dessus sur la raison.

# Néonicotinoïdes

## Les affairistes remportent une bataille contre l’agriculture durable

La FNSEA et l’agro-business sabrent le champagne. Ils viennent de remporter une grande victoire à l’Assemblée nationale après celle au Sénat quelques jours auparavant. En effet, **la loi Duplomb, du nom de l’un de ses auteurs, vise à réintroduire et à réautoriser les néonicotinoïdes dans les traitements agricoles.**

Les néonicotinoïdes (cinq substances différentes) sont des insecticides. Leur utilisation suscite de nombreuses craintes sur la mortalité des pollinisateurs, comme les abeilles, qui jouent un rôle fondamental dans la fécondation des plantes à fleurs et de certaines graines. À tel point que des études scientifiques ont amené l’Union européenne à restreindre leur usage à seulement deux substances. **La France, quant à elle, avait décidé en 2018 de les interdire purement et simplement, sauf pour la betterave, sur la base des avis de l’Anses,** l’Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail.

Le projet de loi voté le 26 mai, par un tour de passe-passe législatif, représente donc un énorme bon en arrière en matière de préservation de la biodiversité, de qualité alimentaire et de production agricole durable.

Ce texte a pour objectif de lever « les contraintes » qui pèsent sur le monde agricole. **En vérité, loin de résoudre la crise agricole et de répondre aux questions de rémunération du travail des paysans, ce projet de loi adopté vise à déréglementer l’usage des**



**insecticides, pourtant avérés dangereux pour la santé,** l’environnement et pour les agriculteurs eux-mêmes. Cette volte-face de la représentation nationale applaudie par les macronistes, LR et le RN, soulève la colère des associations environnementales, des apiculteurs et de la Confédération paysanne.

L’ensemble de la gauche est elle aussi vent debout contre ce rabaissement des exigences sociales, environnementales et sanitaires vis-à-vis de la production agricole. **Pour Julien Brugerolles, député communiste du Puy-de-Dôme, « Il aurait fallu un débat parlementaire sur la création d’un vrai régime public d’assurance contre les risques climatiques, sanitaire et envi-**

**ronnementaux. Tous ces sujets méritaient une grande loi d’orientation pour la souveraineté alimentaire ».**

Avec ce rétropédalage historique, **la droite et l’extrême droite poursuivent leurs dérives libérales et remettent en cause les études scientifiques pour favoriser les groupes économiques du secteur agricole et pour flatter leur électorat écolo-sceptique.** Pourtant, avec la réintroduction des néonicotinoïdes, la France met en danger la santé de toute la population et se prive d’un levier réglementaire vis-à-vis des pays moins-disant en termes de respect de l’environnement, de coûts de production et de rémunération des agriculteurs. **Seule la recherche publique pour trouver une alternative aux insecticides permettra de répondre aux enjeux agricoles et alimentaires de demain.**

## Loi sur la fin de vie

Deux textes adoptés à l’Assemblée Nationale



**Le 27 mai dernier, le Parlement a adopté deux propositions de loi sur la fin de vie, un texte visant au renforcement des soins palliatifs et un second sur la création d’un droit à l’aide à mourir.** Pour rappel, en 2022 le Comité consultatif national d’éthique avait donné un avis favorable sur l’aide active à mourir, à condition que soient parallèlement renforcés les soins palliatifs. Suite à cette ouverture vers une évolution des lois sur la fin de vie, une convention citoyenne s’est formée : en résulte un rapport fourni des avis et débats des 184 citoyens participants, qui ont considéré que le cadre législatif actuel était insuffisant.

Par la suite, un projet de loi relatif à l’accompagnement des malades et de la fin de vie est présenté en Conseil des ministres et une commission spéciale entame l’examen du projet en avril 2024. Bien que la dissolution de l’Assemblée nationale entraîne l’abandon des débats, deux textes sont examinés en avril 2025 par la Commission des Affaires sociales puis débattus et votés en séance publique au cours du mois de mai. La proposition de loi sur **la création d’un droit à l’aide à mourir obtient 305 voix pour, 199 contre et 57 abstentions. Les deux textes passeront entre les mains des sénateurs en automne prochain.**

**Ce droit « consiste à autoriser et à accompagner une personne qui en a exprimé la demande à recourir à une substance létale »** selon l’article 2 du texte, ouvrant la voie au suicide assisté ou à l’euthanasie pour les patients réunissant cinq critères cumulatifs. Ces derniers sont les suivants : être majeur, être français ou résident étranger régulier et stable en France, être atteint d’une affection grave et incurable qui engage le pronostic vital en phase avancée ou terminale, présenter une souffrance physique ou psychologique constante, être apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée.

La notion de pronostic vital engagé figure parmi les points les plus débattus. Sur la question de « phase avancée » de la maladie, un amendement reprenant la définition établie par la Haute autorité de santé permet d’explicitier cette formule.

## Aide sociale à l’enfance

Un système qui craque de toutes parts



Début avril, la commission d’enquête parlementaire sur la protection de l’enfance dévoilait ses conclusions et avançait un certain nombre de recommandations. **Scindés en deux périodes, parce qu’interrompus par la dissolution de l’Assemblée nationale, les travaux ont clairement établi des défaillances à tous les niveaux, tout en pointant plus particulièrement la responsabilité de l’État, malgré des efforts législatifs certains.**

Les constatations faites sont effectivement consternantes, avec des chiffres qui accusent une forme d’échec global : Concernant presque 400 000 mineurs et jeunes majeurs relevant de l’ASE, 6 à 7 000 enfants sont toujours en attente d’une décision de placement, presque 3500 placements non exécutés, faute de familles d’accueil ou de structures adaptées, faute d’un épuisement des personnels et de 30 000 postes non pourvus.

Les conséquences de ce système à bout de souffle sont terribles : 45 % des jeunes de 18 à 25 sans domicile fixe ont été des enfants placés, l’espérance de cette population est plus courte de 20 ans par rapport à la moyenne nationale, 41 % des hommes et 37 % des femmes en prison ont fait l’objet d’une mesure d’assistance éducative dans l’enfance. **À cela s’ajoute une violence presque inhérente à l’institution, violence des enfants entre eux et des adultes envers les enfants, nombre de suicides, de situations de prostitutions...**

Appuyant ce qu’un certain nombre d’institutions avaient déjà dénoncé - le Conseil économique, social et environnemental, la Cour des comptes, la Défenseure des droits, l’Unicef -, le rapport pointe les mesures administratives ou judiciaires prises tardivement, un manque d’implication de l’État en soutien des différents acteurs – région, département, associations et structures privées de l’aide sociale à l’enfance, associations représentant les usagers et anciens usagers de la protection de l’enfance, justice, santé, Éducation nationale. **Il met encore en relief la non prise en compte des travaux de recherche et le manque de données statistiques fiables.** Le lien entre enfance en danger et pauvreté est documenté et les faiblesses du repérage et de la prévention dénoncées.

Le rapport parlementaire est assorti d’une liste de recommandations telles que la création d’un code de l’enfance ou la systématisation de l’étude des expériences négatives, de la mise en place d’une stratégie intergouvernementale pluriannuelle avec des moyens consacrés. Une partie y est consacrée à la nécessité de revaloriser les métiers de la protection de l’enfance, tant au niveau des rémunérations que des conditions de travail et de la formation. **Après ce salubre travail parlementaire, la balle est maintenant dans le camp gouvernemental.**

Vivement l'édition 2026 !

Le plaisir de la retrouver, la joie de se retrouver ! Cette superbe Fête des Nouvelles a incarné parfaitement l'esprit de partage et de convivialité militante, cher à nos valeurs communes de solidarité !

Entre les concerts, les stands associatifs et les débats, les marqueurs qui font le sel de cette Fête Rebelle et Fraternelle étaient bien présents à Saint-Herblain pour ce retour réussi dans un nouveau lieu : un foyer militant, festif, social, engagé au cœur d'une fête culturelle, politique et populaire !

Peu d'événements permettent ainsi de rassembler des familles, des amis et des militants dans la joie pour visiter des expositions, dialoguer sur les différents stands des luttes sociales actuelles, trouver des ouvrages politiques et historiques, boire une bière avec les membres des groupes musicaux, partager des plats entre camarades, prendre connaissance des propositions progressistes portées par le PCF, échanger sur les discriminations au stand Prévention ou appuyer la solidarité internationale envers Cuba et la Palestine.



À la vue des sourires sur les lèvres des participants et des participantes qui déambulaient dans les différents espaces de la Fête, on a bien senti le bonheur d'être ensemble, de débattre et de causer communisme, de danser et chanter aux différents concerts de Simone d'Opale, de La Ruse du Père Laféinte et de Tagada Jones.

Bien qu'éphémère, cette journée fut vibrante et fédératrice : un immense bain de fraternité, un bouillon de culture, un carrefour des luttes qui démontrent une nouvelle fois la place importante et singulière de la Fête des Nouvelles dans la vie politique ligérienne. L'affiche de Fred Garcia Sanchez mettait en avant le souffle de la liberté et de la Paix, c'est bien cela ce que nous avons vécu ensemble lors de cette journée.

Alors vivement l'édition 2026 pour se retrouver de nouveau, avec toujours cette envie de partage et d'ouverture au plus grand nombre ! Le soutien du public est essentiel pour que la Fête des Nouvelles, Rebelle et Fraternelle, puisse continuer à être un moment fort de la vie locale et militante. Parlez-en autour de vous, faisons-la vivre et construisons un nouvel événement qui marque !

Témoignages internationalistes

Retour de fête avec les Palestiniens, Marocains et Kurdes



L'Association France Palestine Solidarité rappelle quelques évidences : « Outre le respect du droit international et la création d'un État palestinien... nous avons proposé plusieurs pétitions : l'une pour dénoncer des contrats de Carrefour avec des sociétés et des banques israéliennes impliquées dans la colonisation ; une autre pour refuser la participation d'Israël au salon aéronautique du Bourget et sa dimension de vente d'armes... ».

Le régime en place et défendu la cause des prisonniers politiques. Nous avons déjà participé à la fête des NLA... nous sommes fiers de reprendre cette mobilisation à Saint-Herblain. Cet événement nous a offert une visibilité essentielle et un espace d'échange pour sensibiliser et renforcer la solidarité autour de notre combat.

Nous espérons que cette initiative ouvrira la voie à d'autres occasions de mobilisation et de soutien actif ».

Avec le Comité Culturel Kurde et par la voix d'Ezgi, les impressions sont semblables à propos de la visibilité, du dynamisme de plusieurs stands associatifs, du plaisir d'être présent à la fête et de la ressentir intéressante : « Nous avons pu débattre et discuter avec des visiteurs autour des réalités des diverses composantes du peuple kurde, de nos convictions et idéologie tout en présentant dans notre stand notre exposition de photos - visages, paysages, combattantes, instantanés culturels... ».



« Dans l'avenir, nous aimerions faire mieux connaître nos danses et nos cultures... ». Ils regrettent cependant le manque de temps en fin d'après-midi, dû aux impératifs de la salle, pour mieux faire connaître leurs combats autour de la perspective du Rojava, un exemple de construction progressiste et laïque qui doit être développé en rassemblant les entités kurdes dans leurs diversités.

.....

Parce qu'une fête du Parti communiste, c'est de la politique, on ne peut concevoir ce type d'événement sans débat, table ronde, prise de paroles. Le matin, un public nombreux assistait à une table ronde animée par Aymeric Seassau, sur les services publics, à laquelle étaient invités un certain nombre de personnalités de gauche, responsables politiques pour la plupart. Avec Robin Salecroix pour le PCF, Marlène Collineau pour GDS, Marie Vitoux pour les Verts, Bassem Asseh pour le PS, Pierre Arzul pour l'UDB et un représentant de la FI, l'état dégradé de nos services publics et les réponses à y apporter ont été débattus, portant la conviction que ce serait l'un des facteurs principaux d'une politique plus égalitaire pour les populations. La gauche dans son ensemble y aurait tout à y gagner.

La table ronde de l'après-midi, animée par Clotilde Seassau Mathieu, était syndicale ! Avec Fabien Deschamps pour EDF Cordemais, David Arnould pour Total Donges, Valère Guillard pour ArcelorMittal, François Gimard pour le Port et Aymeric Seassau pour le PCF, ce sont les plans sociaux et fermetures de sites qui ont fait la matière du débat, avec des solutions mises en avant pour une réindustrialisation qui tienne compte des enjeux démographiques et environnementaux du territoire. Le secrétaire départemental Robin Salecroix concluait la partie politique par une prise de parole énergique en donnant à toutes et à tous rendez-vous pour l'an prochain.



Soutien financier à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

C'est avec enthousiasme que les militantes et les militants communistes, leurs sympathisant-e-s, ont retrouvé le chemin de leur fête départementale, la fête de leur journal, la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique. Interrompue depuis 2019 et la crise sanitaire de la covid, la fête départementale du PCF a fait son grand retour le 24 mai à la salle de La Carrière à Saint-Herblain, pour le plus grand plaisir des militants et des sympathisants communistes. Elle est un événement politique local majeur qui sait rassembler pour des débats politiques, aussi bien l'ensemble des forces de gauche que des représentants du monde du travail. Elle est aussi un moment de fraternité, de culture et de convivialité autour des stands du Parti communiste français, des nombreuses associations progressistes présentes mais aussi des artistes qui peuvent s'exprimer librement et ont toujours une place singulière dans l'événement.

Désormais relancée, il nous appartient de la pérenniser, de penser l'édition 2026 et de créer les conditions pour que nous soyons dès maintenant en capacité de lancer sa préparation. C'est l'objectif de cet appel à soutien financier, un soutien indispensable au regard des moyens engagés, et sans lequel nous ne pourrions organiser la plus grande fête politique et culturelle du département autour d'un journal qui appartient aux militants communistes et aux lectrices et lecteurs des « Nouvelles ».

Pour soutenir la Fête des Nouvelles

Je donne : ..... €

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
.....  
TEL : .....  
EMAIL : .....  
À renvoyer à : PCF44 - Fête des Nouvelles, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
Chèque à l'ordre de ADF44  
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Pétition

Les communistes veulent la nationalisation d’ArcelorMittal

Le Parti communiste français est en campagne pour la nationalisation d’ArcelorMittal, 2e fabricant mondial d’acier, propriété du magnat indien Lakshmi Mittal qui est un spécialiste du rachat d’aciéries et des OPA hostiles sur ses concurrents, comme pour Arcelor en 2006, avec l’aval de l’État français. Face aux menaces sur l’industrie sidérurgique française, Emmanuel Macron et le gouvernement refusent l’idée de la nationalisation.

Pourtant, malgré des bénéfices record, les centaines de millions d’euros d’aides publiques, le groupe prévoit, malgré les annonces récentes du maintien de l’activité à Dunkerque, la suppression en France de plus de 600 postes, dont 80 à Basse-Indre en Loire-Atlantique.



l’acier.

De fait, l’acier est présent dans tous nos biens de consommation. Il ne s’agit pas seulement d’acier pour l’industrie automobile mais aussi pour la construction civile, les infrastructures ferroviaires, les boîtes de conserves, les outils ou les simples stylos.

C’est pourquoi le PCF a lancé une pétition pour défendre la nationalisation de l’entreprise, pour sa modernisation, son développement et la souveraineté économique du pays.

C’est tout l’avenir de la filière sidérurgique française qui serait en danger si ce plan venait à voir le jour. D’autant que la France a besoin de produire de l’acier, pour répondre à la demande actuelle de son industrie, pour se réindustrialiser, pour préserver et créer de nouveaux emplois et pour contribuer à la diminution d’émissions de CO2 causées par l’importation de

nueit de la proposer aux portes des entreprises ou tout simplement dans leurs lieux de vie.

La pétition est également en ligne sur le site internet du PCF :

[https://www.pcf.fr/nationalisation\\_arcelormittal](https://www.pcf.fr/nationalisation_arcelormittal)

Ça branle dans le manche chez Primark

Interview d’Ahmet Avci, représentant du personnel CGT

Ahmet, les mouvements sociaux sont peu fréquents dans le secteur du commerce, peux-tu nous décrire le contexte ? Et d’abord qui est Primark ?

Primark est une chaîne de magasins irlandaise, installée en France depuis 2017 et spécialisée dans la distribution de vêtements à petits prix. Elle met en œuvre une politique sociale désastreuse et, tout en parlant de cohésion de groupe, de dialogue avec les employés, empêche ceux-ci de parler entre eux, les surveille, les flique non stop. La direction ne veut pas qu’il y ait des affinités au travail et marque la différence entre les managers et les autres. Elle cherche à empêcher toute contestation : à Mulhouse récemment, ils ont licencié sept camarades grévistes, mais ça n’empêche pas que ça bouge un peu partout : à Toulon, il y a eu 250 grévistes.

Pour le magasin de Nantes, qu’est-ce qui a pu vous mettre en mouvement ?

Il y avait trop de problèmes, un taux d’absentéisme de 12 %, des burnouts et caetera... Chacun doit faire le boulot de quatre personnes, avec les conséquences qu’on imagine. Quand



je suis devenu Représentant du personnel, j’ai découvert que cela me donnait un certain pouvoir, cela m’a permis de faire mettre des avertissements à certains managers, notamment pour des faits de harcèlement. Cela a renforcé le syndicat, et la CGT a enregistré de nombreuses adhésions : nous sommes maintenant 30 syndiqués CGT dans le magasin. Le 22 mai, c’était une soixantaine de salariés qui se sont mis en mouvement, avec l’appui de camarades de l’UL et de membres de la Fédération du commerce de Paris. Il est d’ailleurs question que la Fédé du commerce crée une antenne à Nantes.

Quelles perspectives vois-tu pour le mouvement ?

Nous allons voir comment la direction va réagir, on leur a dit que c’était un signal d’alerte et que nous allons durcir les choses si ça ne changeait pas, ne pas se contenter des réunions RP qui ne servent à rien et voir directement avec la direction nationale de Primark avec l’aide de la Fédération du commerce. Pour commencer, nous allons aux prud’hommes pour soutenir un collègue qu’ils licencient en dehors des clous. S’il le faut, il y aura grève...

Les 130 ans de la CGT

1895 - 2025

Il y a 130 ans, c’était le 23 septembre 1895 à Limoges, un congrès constitutif réunissait 28 fédérations d’industries et de métiers, 18 Bourses du travail et 126 syndicats pour donner naissance à la Confédération Générale du Travail.

Actrice de l’histoire sociale du pays, la CGT va en épouser tous les soubresauts, une histoire de luttes, de conquêtes, de défaites et de résistance.

Aujourd’hui, la CGT compte 33 organisations nationales professionnelles (fédérations), 97 unions départementales et 12 comités régionaux. Elle est par ailleurs affiliée à la CSI (Confédération syndicale internationale) et à la CES (Confédération européenne des syndicats).

Toujours à l’offensive dans la lutte contre la réforme des retraites ou pour un moratoire sur les licenciements, à pousser les feux en faveur du financement des services publics ou d’une véritable politique industrielle, sans oublier le combat contre les idées d’extrême droite, la CGT reste plus que jamais à l’avant-poste.

Fêter les 130 ans de la CGT, c’est, en plus d’évoquer une histoire de militantes et de militants œuvrant pour une vie meilleure, une manière de valoriser les combats actuels et de mettre en lumière un projet de société alternatif, fondé sur la justice sociale et la solidarité.



De nombreux événements sont prévus :

- Au niveau national :
- le 13 juin, une grande fête sur le parvis de la mairie de Montreuil :
  - À 17h00 : enregistrement en direct de Backseat pour une émission Twitch spéciale sur les 130 ans de la CGT
  - À 20h00 : luttes et concerts, avec Ben plg, Astereotypie, Planete boom boom, Petite gueule et bien d’autres ! Avec la présence de Sophie Binet, Edwy Plenel, Anna Mouglalis...
  - une exposition à la Bourse du travail de Montreuil
  - la parution d’un livre sur 130 d’histoire de la CGT

- Dans le département :
- le 28 juin : la CGT fête ses 130 ans, salle Nantes Erdre – UL Nantes
  - le 18 septembre : fête de la CGT organisée par les retraités.

Débat sur les 80 ans de la Sécu et les 130 ans de la CGT, domaine de La Genestrie. Le Gâvre - USR 44

- le 20 septembre : déambulation théâtrale sur l’histoire sociale et syndicale locale - UL Saint-Nazaire
- le 13 Novembre à 14h00 : 130 ans de la CGT : Quelle CGT demain ? Débat avec Baptiste Giraud, sociologue du syndicalisme, salle Marcel Paul à Basse-Goulaine - UD Loire-Atlantique.

## Exposition

### Le Coran, des histoires européennes



Concoctée par des chercheurs européens participant à un programme scientifique nommé EuQu – The European Qur’an, l’exposition présentée actuellement à la médiathèque Jacques Demy de Nantes donne à voir toute **la richesse des échanges intellectuels qui ont parcouru les siècles, depuis les débuts de l’Islam, entre les univers chrétien et musulman.**

Bien entendu, ces échanges prendront souvent la forme de la confrontation et la première traduction du Coran dans une langue occidentale – en l’occurrence en latin – date de 1143. Elle a pour but de trouver les arguments qui permettent de réfuter la religion « mahométane » et de démontrer *in fine* la supériorité du christianisme. Nous sommes en pleine période des croisades... **Cette traduction, malgré son objectif premier, participera d’une diffusion du Coran dans toute l’Europe.**

Par la suite et pendant la Réforme, Luther ira y puiser des arguments pour contrer les « papistes », ce qui sera repris en contre par des intellectuels catholiques qui voueront aux gémonies les deux hérésies.

Peu à peu, notamment avec les Lumières, une approche plus désintéressée et plus scientifique va prendre le pas, avec des travaux sur les langues sémitiques ou d’histoire des religions, aidés en cela par de nouvelles traductions du Coran. **Il faudra attendre le XVIIIe siècle pour avoir le texte en français, traduit de l’original arabe.**

Lors de la – brève – aventure de Napoléon en Egypte, celui-ci affiche son admiration pour Mahomet et pour le Coran. Le XIXe siècle littéraire et artistique, avec Alphonse de Lamartine et Victor Hugo, puis avec Eugène Delacroix, Gustave Flaubert et bien d’autres, va montrer une certaine fascination pour l’Orient, ses dimensions spirituelles et intellectuelles.

Parce qu’elle nous montre à quel point le Coran est partie prenante de l’histoire intellectuelle de l’Europe, cette exposition permet de balayer nombre d’idées reçues. Composée pour l’essentiel d’ouvrages de toutes époques marquant la réception, **elle donne à voir de très belles pages calligraphiées, d’enluminures, de gravures et d’objets relatifs à la religion musulmane, dont certains viennent des collections nantaises du Musée Dobrée, du Musée d’Arts ou encore de la Bibliothèque municipale.**

Du 17 mai au 31 août 2025 à la médiathèque Jacques Demy (Quai de la Fosse à Nantes).

## Le Hellfest

### Un festival qui a aussi ses côtés obscurs

Le thermomètre grimpe sur les bords de la Sèvre du côté de Clisson. À quelques jours de l’ouverture du festival de métal désormais célèbre, le Hellfest, organisateurs, autorités publiques, commerçants et bénévoles s’attellent à préparer l’arrivée de 170 000 festivaliers. Comme chaque année, **le Hellfest revient au mois de juin, il se déroulera du 19 au 22 juin, pour le plus grand bonheur des amateurs de Heavy Métal, Hard Rock, Metal alternatif.** Et des habitués des festivals de musique, pas forcément amateurs des sons lourds de guitare, basse et batterie, des voix rauques ou stridentes, mais qui transforment leurs goûts musicaux et leur apparence physique le temps d’un long week-end d’enfer, à la mode.

Encore faut-il réussir à obtenir et acheter un pass d’un jour ou un pass pour le week-end. Déjà en vente depuis le mois de juillet 2024, le précieux billet pour les quatre jours s’est vendu sur internet à plusieurs dizaines de milliers d’exemplaires, en quelques heures. Quant aux pass pour un jour, ils sont également en rupture de stock depuis le 13 février, date de leur mise en vente, toujours en ligne. En dix minutes, 50 000 pass ont été vendus. Il faudra donc compter sur les annulations ou le « marché noir » pour obtenir désormais le précieux sésame. **Un produit rare est cher et depuis plusieurs années, le Hellfest est devenu un événement quasiment inaccessible pour le commun des mortels :** De 115 à 135 euros le pass d’un jour et 340 euros pour les quatre jours, au prix officiel. Tout laisse à croire que d’ici l’ouverture des portes du festival, les prix « parallèles » vont flamber...

Le Hellfest n’est plus le festival inventé il y a 25 ans par ses créateurs. **Le festival métal imaginé pour être un événement de contre-culture est aujourd’hui une marque commerciale du show-business,** dirigé par un patron charismatique, Ben Barbaud. Réputé « peau de vache », il a menacé les collectivités locales de délocalisation si elles n’investissaient pas plus dans les infrastructures et les réseaux publics indispensables à la tenue d’un tel spectacle. Au Hellfest aussi, la loi du fric règne et ne s’encombre pas avec certaines réglementations, normes, ou parfois même avec le code du travail.

**Considéré aujourd’hui comme l’un des plus grands festivals d’Europe de Métal,** il a fait connaître la petite ville aux airs d’Italie, ses 8000 habitants et tout un canton dans le monde entier. C’est un atout pour le territoire, son économie locale et son rayonnement, pour la culture, mais il suscite des controverses légitimes.



## Festival de Cannes

### Tapis rouge et lutte des classes



À l’occasion du festival de Cannes, la CGT avec l’historien et cinéophile Tangui Perron, nous proposons un posdcast sur l’histoire oubliée du festival de Cannes, disponible à cette adresse : <https://audioblog.arterradio.com/blog/215787/podcast/227540/l-histoire-oubliee-du-festival-de-cannes>

**Strass, paillettes, projecteurs... Le festival de Cannes incarne un univers à part, un microcosme qui semble parfois hors de portée, éloigné des réalités quotidiennes des travailleurs et travailleuses.** Pourtant, il arrive que la réalité sociale parvienne à franchir le mur de l’argent et s’impose dans ce cercle fermé. Ce fut le cas il y a deux ans avec le discours marquant de Justine Triet qui, à l’occasion de sa Palme d’Or, a rappelé le mouvement des retraites ainsi que la casse de la culture par le gouvernement. Ou encore en 2004, lors de la mobilisation des artistes et techniciens, en 1997 avec une manifestation de sans-papiers et, bien sûr, la Palme d’Or 2025 pour « **Un simple accident** » du réalisateur Jafar Panahi, tourné en Iran dans le plus grand secret pour échapper aux autorités iraniennes.

Si ces instants de rupture sont bien connus, l’origine du festival l’est beaucoup moins. Pourtant, le festival de Cannes repose sur une histoire antifasciste, sociale et ouvrière qui est souvent oubliée.

**C’est justement cette histoire méconnue qui est au cœur du livre *Tapis rouge et lutte des classes*, écrit par Tangui Perron et qu’il évoque dans ce podcast.**

# Un parti qui vit

## Les nombreuses initiatives du PCF de Loire-Atlantique



La fête départementale que nous venons de connaître, reprise après quelques années d’absence, aura permis aux communistes du département de se retrouver dans une ambiance joyeuse et fraternelle. Elle aura montré la vigueur d’un parti en forme et qui, sur l’ensemble du territoire, s’organise en réunions de cellules et de sections pour débattre des sujets qui touchent la population, distribue des tracts et colle des affiches dans le cadre de campagnes nationales et locales. **Cela s’est manifesté récemment avec les campagnes sur l’industrie et les services, concrétisées récemment par le soutien, entre autres, aux salariés de Cordemais ou d’ArcelorMittal, de Saulnier Duval ou encore aux agents de la Fonction publique.** D’un bout à l’autre du département, ce sont des marchés solidaires ou les prises de paroles des élus communistes, c’est aussi en interne des journées de formation, la préparation de la Fête de l’Humanité et bien d’autres initiatives encore.

Cette force militante, communicative et toujours renouvelée, elle se puise dans cette fraternité qui rassemble chacune et chacun dans la lutte pour une société meilleure, pour de nouveaux jours heureux.

Ces dernières semaines, les communistes ont planché sur les programmes des élections municipales 2026 en avançant des propositions qui reprenaient des revendications nationales, tout en tenant compte des réalités locales.

À Nantes, la section du PCF et les élus communistes présenteront leurs propositions :

Judi 30 juin à 18h30  
Au Café Flesselles, 3 allée Flesselles

# Fête de l’Humanité

Du 12 au 14 septembre 2025, vivez et partagez un grand moment de culture et de solidarité

La Fête de l’Humanité 2025, événement incontournable mêlant culture, politique et engagement social, se tiendra du 12 au 14 septembre sur la Base 217 au Plessis-Pâté, en Essonne.

Pour cette 90<sup>e</sup> édition, les organisateurs promettent une programmation éclectique, fidèle à l’esprit qu’elle avait déjà il y a 95 ans. **Créée par Marcel Cachin, alors directeur de L’Humanité, sa première édition a lieu le 7 septembre 1930 à Bezons..**

Le temps a passé mais l’affiche musicale reste de haut vol. Chaque année, la Fête de l’Huma rassemble des artistes de tous horizons, et 2025 ne fait pas exception.

Parmi les premiers noms annoncés, on retrouve Patti Smith Quartet, Eddy de Pretto, Hoshi, Fianso, Meute, Adé, Aliocha Schneider, Les Ogres de Barback & La Rue Kétanou, Youssou Ndour et Youssoupha.

**Plus de 60 artistes se produiront sur plusieurs scènes, allant des têtes d’affiche aux talents émergents.** Certain diront que c’est un festival engagé, non, c’est bien plus que cela. Au-delà des concerts, la Fête de l’Humanité est un véritable carrefour d’idées. Des débats, des expositions et des rencontres rythmeront ces trois jours, abordant des sujets d’actualité

tels que la justice sociale, l’écologie et les droits humains.

Les visiteurs pourront également découvrir un marché de producteurs locaux, des stands associatifs et des espaces de restauration comme **La Table de l’Atlantique, un des plus beau stand de la Fête, que les militants communistes du département font vivre avec passion.**

Côté pratique, sur place vous pourrez profiter du camping qu’il est indispensable de réserver, équipé de sanitaires et d’un espace convivial. Un espace pour les camping-cars est également disponible mais attention il est rapidement pris d’assaut alors ne traînez pas et rendez-sur :

<https://fetehumanite.seetickets.com/content/billetterie>

Les réservations ne vont pas tarder à ouvrir !

Le pass 3 jours y est également disponible à 60 € jusqu’au 21 juin, mais le bon de soutien reste la référence, voir l’article ici dessous.

Avec une programmation riche et engagée, la Fête de l’Humanité 2025 s’annonce comme un rendez-vous incontournable pour les amateurs de musique et de débats citoyens. **Une édition qui promet de faire vibrer les consciences autant que les scènes !**

# 40 € pour l’Huma

Une vignette pour faire la fête, c’est un bon soutien pour le journal l’Humanité



Les bons de soutien qui donnent droit d’entrer à la Fête de l’Humanité sont arrivés à la fédération du PCF de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes), alors pensez vite à venir prendre vos vignettes et soutenir le journal L’Humanité pour seulement 40 €.

La Fête de l’Huma est un événement culturel et politique majeur, où de très grands noms de la musique sont présents chaque année. Le journal

L’Humanité, dernier grand quotidien indépendant du capital en France, est également financé avec ce bon de soutien.

Dans un monde où la manipulation médiatique fait élire les politiques les plus rétrogrades partout sur le globe, **prendre sa vignette, participer à la Fête sont en soi des actes politiques forts et un soutien manifeste à la presse libre.**

## « Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet  
Commission paritaire : N°0325 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément Chebanier  
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
E-mail : redac.nla@gmail.com  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Pedro Maia Benoît Lusseau Michèle Picaud  
Pascal Divay Alain Bourdeau Patricia Morinière  
Lény Ollivier Guilhem De Bourmont  
Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA  
Imprimé sur du papier fabriqué dans l’Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



## Soutenir et s’abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l’actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... EMAIL : .....  
☐ Je m’abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros  
☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€  
A renvoyer à NLA- Bulletin d’abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
Chèque à l’ordre de ADF44  
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

MOUVEMENT  
JEUNES  
COMMUNISTES  
DE FRANCE

Le retour de la Fête  
des Nouvelles

Le lecteur avisé du journal fédéral du Parti communiste de Loire-Atlantique a sans doute déjà lu dans les colonnes des *Nouvelles de Loire-Atlantique* qu'un événement tant attendu avait été organisé le **samedi 24 mai : le retour de la traditionnelle Fête des Nouvelles, la fête rebelle et fraternelle du présent journal.**



Un voyage de mille pas commence toujours par le premier et cette première édition « nouvelle formule » de la Fête des Nouvelles aura été un moment fraternel bienvenu en cette année 2025, peut-être trop ambitieuse sur certains points mais les prochaines éditions ne manqueront pas de gommer les difficultés rencontrées et de redonner à cette belle fête communiste son éclat populaire.

Dès le départ, les Jeunes communistes de Loire-Atlantique ont fait partie de l'aventure, en participant aux réunions de préparation puis en agissant pour son organisation.

Que ce soit le tractage sur les bords de l'Erdre ou celui au marché de la Marrière pour ne donner que ces exemples, l'accueil a été globalement bon. Force est de constater que les têtes d'affiches pour les concerts auront eu le don d'attirer l'attention, surtout parmi les jeunes autour des 25-30 ans.

Pour ce qui est concrètement de la Fête, les jeunes communistes ont tenu, bien sûr, un stand à bières (et autres diverses boissons dont un café au prix et à la ponctualité dignes des cafés-restaurants parisiens sans en avoir ni le goût ni le cachet) mais ce n'est pas tout. En plus d'une tombola au succès époustouflant avec de nombreux lots tendances que la foule en liesse s'arrachait sur le devant de la scène (dont un bon de soutien pour la Fête de l'Humanité, la maison ne recule devant aucun sacrifice), **les jeunes communistes ont organisé une exposition revenant sur notre militantisme depuis 2019, c'est-à-dire la dernière Fête des Nouvelles.**

Six belles planches A0 accueillaient donc photos et explications pour **montrer notre militantisme pour la dignité au travail, sur la faculté**, mais aussi nos mobilisations contre la réforme des retraites ou lors des 1er mai. Ajoutons à cela nos campagnes en soutien à la Palestine (avez-vous signé la pétition pour faire Marwan Barghouti citoyen d'honneur de Nantes ?), nos actions avec le Parti communiste, nos temps nationaux, le développement de nos incroyables formations ainsi que de notre communication et bien sûr notre présence à la Fête de l'Humanité et la Fête des Nouvelles.

**Cette Fête rebelle et fraternelle aura donc été riche de camaraderie et les prochaines continueront de faire grossir la petite flamme des jours heureux.**

Hommage à  
Fabienne AUSESKY

Notre camarade Gisèle Jouatte vient de perdre sa fille Fabienne. Difficile pour Gisèle d'imaginer les années à venir sans Fabienne, sa fille devait être son bâton de vieillesse comme elle nous l'a dit. Fabienne et Gisèle sont indissociables pour ceux qui les ont connues. **Toute petite Fabienne accompagnait sa mère lors des distributions de tracts du Parti en Lorraine où elles vivaient.** Elle l'entendait parler avec ses camarades des luttes contre les patrons. Gisèle avait su lui transmettre ses convictions.

Fabienne était une communiste sans carte qui montrait son attachement au Parti en faisant des dons réguliers. On se souviendra de son sourire, de sa générosité, de son franc-parler, de son contact direct et chaleureux.

Les communistes de Nantes assurent Gisèle et ses proches de leur soutien.

Ciné-Archives  
Appel à faire les tiroirs !



L'association Ciné-Archives gère le patrimoine cinématographique du mouvement ouvrier, collectant, inventoriant et mettant à disposition du public, des chercheurs et des documentaristes son fonds d'archives audiovisuelles. Depuis plus de vingt ans, Ciné-Archives a numérisé ou fait numériser plus de 900 titres. Les films sont visibles sur le site internet de l'association, mais aussi dans différents lieux partenaires comme les Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis, la Bibliothèque Nationale de France ou le Forum des Images.

**Ciné-Archives est en recherche de films, amateurs ou professionnels, témoignant de l'engagement militant de leurs auteurs.**

Si vous vous trouvez en possession d'une séquence filmée qui témoigne d'un moment militant, collage ou distribution de tracts, manifestation, réunion, voyage, vie ouvrière, fête du Parti... pensez à la faire parvenir à Ciné-Archives qui pourra en augmenter notre patrimoine commun.

Contact : Thimothée Beauchêne, [diffusion@cinearchives.org](mailto:diffusion@cinearchives.org)

Dulcie September  
Hommage de Michèle Picaud, extraits

Dulcie September, militante anti-apartheid sud-africaine, était assassinée le 29 mars 1988 à Paris. Lors de l'AG de section de Saint-Nazaire, Michèle Picaud lui rendait hommage :

« Femme, engagée, résistante, déterminée, elle a déployé toute son énergie pour que l'opinion internationale, les gouvernements du monde entier, condamnent sans réserve le régime fasciste, raciste d'Afrique du Sud, régime de dictature et de ségrégation raciale qui aura duré de mai 48 à juin 91. En raison de leur couleur de peau, des dizaines de milliers d'êtres humains étaient traités en esclaves, vivant dans des ghettos, les ratissages meurtriers étaient leur quotidien. La torture était une pratique courante. [...]

**De Dulcie, que j'ai eu l'honneur de rencontrer lors de son dernier débat public à Trignac, quinze jours avant son lâche assassinat, je garde les souvenirs d'une femme déterminée, digne, qui expliquait sans relâche l'exploitation des femmes, le calvaire des mineurs, etc.**

Ses conseils, ses infos, son enthousiasme étaient pour moi jeune militante très précieux. L'annonce de son assassinat fut d'abord impossible à concevoir, l'horreur, le dégoût, un im-



mense chagrin, et puis la colère mêlée d'un sentiment d'inachevé pour une si juste cause. [...] Elle a été lâchée par le gouvernement français qui ne l'a jamais protégée et une partie de l'ANC en Afrique du sud qui préparait la sortie de Mandela. La consultation [des] archives nous a révélé des faits révoltants comme la destruction totale de ses carnets et agendas personnels et des bandes magnétiques, [...] des documents historiques qui illustraient le travail accompli par Dulcie September en tant que représentante de l'ANC pour la France, la Suisse et le Luxembourg. [...] Elle [y] dénonçait la compromission française sur des ventes d'armes illégales ! [...] La France violait toutes les sanctions votées par les Nations unies et nos Mirages, nos véhicules blindés, notre système de détection Spot étaient utilisés par l'armée et la police sud-africaine et Total fournissait le pétrole.

La question de l'armement n'est-elle pas une préoccupation du PCF ? **Avec les communistes, la population de la région nazairienne a été très impliquée à dénoncer ce crime.** » Les proches de Dulcie September tentent depuis plusieurs années de rouvrir le dossier, de faire reconnaître les « fautes lourdes » de la justice française dans cette affaire. L'appel était examiné le 2 avril. La décision sera rendue le 10 juin.

**« Et si cette vérité conduisait au plus haut sommet des États français et sud-africain ? ».**